

Israël-Palestine : au-delà de la solution à deux États. Entretien avec Jeff Halper

Michaël Séguin et Mouloud Idir

Numéro 779, juillet–août 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/78149ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Séguin, M. & Idir, M. (2015). Israël-Palestine : au-delà de la solution à deux États. Entretien avec Jeff Halper. *Relations*, (779), 33–36.

Israël-Palestine : au-delà de la solution à deux États

Entretien avec Jeff Halper

Universitaire, anthropologue, militant, objecteur de conscience, Jeff Halper a été l'un des candidats au prix Nobel de la paix en 2006. Il est le fondateur et directeur du Comité israélien contre la démolition de maisons (ICAHM). Il a publié, chez Pluto Press, *An Israeli in Palestine : Resisting Dispossession, Redeeming Israel* (2006) et publiera, en septembre 2015, *War Against the People : Israel, the Palestinians and Global Pacification*. Il s'est entretenu avec nous au sujet du conflit israélo-palestinien.

Relations : L'opération « Bordure protectrice », menée par Israël à Gaza pendant l'été 2014, a été particulièrement destructrice. Outre le prétexte officiel des tunnels et des tirs de roquettes, quels étaient les motifs d'une telle démonstration de force ?

Jeff Halper : Israël n'a jamais accepté l'idée d'une solution au conflit israélo-palestinien fondée sur deux États pour deux peuples distincts. L'échec du secrétaire d'État américain John Kerry à réactiver les pourparlers, en avril 2014, a constitué le dernier clou dans le cercueil des négociations. Depuis, le gouvernement israélien est dans un processus de « nettoyage » (*mopping up*). Son message aux Palestiniens est : oubliez les négociations, oubliez la solution à deux États. Il n'y a pas deux parties en cause. Ici, vous n'avez aucune importance. Vous avez trois options : la première, vous vous soumettez, ce qui revient à reconnaître qu'il n'y a qu'un pays, que ce pays est le nôtre et qu'il est juif ; alors nous vous permettrons d'y vivre individuellement comme Arabes, mais pas en tant que Palestiniens. La deuxième option, vous quittez ; la troisième, vous mourez. Je pense que c'était le message derrière l'opération « Bordure protectrice », à savoir que l'idée de deux États est maintenant dépassée, que les négociations n'ont plus lieu d'être, que l'Autorité palestinienne est inutile.

La démonstration de force à Gaza s'explique aussi par deux autres raisons. La première est la doctrine militaire

prônée par Israël, qu'on appelle la doctrine Dahiya. Dahiya est une ville près de Beyrouth qui a été détruite par l'armée israélienne lors de la guerre contre le Liban, en 2006. Cette doctrine consiste en l'utilisation d'une force disproportionnée. Même si le droit international interdit une telle pratique, Israël réplique : « Nous le ferons quand même. » Donc, cela fait partie du message : « Vous mourrez si vous ne vous soumettez pas. » La deuxième raison pour laquelle ils ont fait cette guerre est qu'elle permettait de tester une panoplie d'armes nouvelles sur les Palestiniens. Par exemple, le drone Hermès 900 a été utilisé pour la première fois à Gaza. Une autre arme, le Namer, semblable au tank Merkava, y a aussi été utilisée pour la première fois. C'est sans compter toutes sortes de bombes, de tactiques, d'outils et de systèmes robotiques... En d'autres termes, Gaza est un laboratoire.

Rel. : Vous avez témoigné devant le Tribunal Russell sur la Palestine à Cape Town, en Afrique du Sud, en novembre 2011. Quelle était la teneur de votre témoignage ?

J.H. : J'ai témoigné sur la question de l'apartheid. J'ai dit, et les juristes l'ont confirmé, que l'occupation israélienne des Territoires palestiniens est un apartheid, en expliquant pourquoi. Un des points sur lesquels j'ai insisté est que le gouvernement israélien lui-même qualifie la situation d'apartheid. Le mot hébreu qu'il utilise est *hafrada*, qui veut dire « séparation ». Par exemple, en Israël, on désigne le mur construit pour séparer Israël des Territoires palestiniens de « mur de séparation » (*geder ha-hafrada*). Autrement dit, un long plaidoyer n'est pas nécessaire : Israël l'admet lui-même.

Mais il y a une situation pire que l'apartheid, c'est celle de l'« entreposage » (*warehousing*). Cette idée vient du système pénitentiaire américain, où les prisonniers sont logés dans une forme d'entrepôt : ils y sont enfermés, détenus, et n'y ont aucun droit. Personne ne les voit, personne ne se soucie d'eux. Et s'ils se rebellent, les gardiens de prison ont le droit de les réprimer, c'est leur travail. C'est la façon qu'ont les autorités israéliennes de concevoir les Palestiniens : comme des détenus, et non comme la partie d'un conflit, ni même comme des ennemis. Le message est : vous êtes tout simplement des détenus et en tant que tels, vous pouvez vivre dans la prison, nous allons vous y nourrir, vous pourrez

L'année dernière, la police israélienne a démolé trois fois plus de maisons de citoyens israéliens qu'elle ne l'a fait en Cisjordanie. Ces citoyens, bien sûr, sont des Arabes, soit Palestiniens, soit Bédouins.

obtenir un peu de travail, etc. Par ailleurs, c'est une prison dont la porte arrière est ouverte. Si vous voulez aller en Jordanie ou en Égypte et à l'extérieur, alors tout va bien. Mais si vous résistez, vous allez mourir. C'est de cette façon qu'Israël conçoit cette situation.

C'est la même chose pour les Palestiniens de Jérusalem, de Gaza, d'Israël et de Cisjordanie. Il n'y a aucune distinction. Par exemple, l'année dernière, la police israélienne a démolé trois fois plus de maisons de citoyens israéliens qu'elle ne l'a fait en Cisjordanie. Ces citoyens, bien sûr, sont des Arabes, soit Palestiniens, soit Bédouins. Un des slogans que l'on entend fréquemment en Israël, lequel remonte je crois à l'époque où Yitzhak Rabin était premier ministre, est « Nous n'avons jamais terminé 1948. » Dans un sens, ce que fait le gouvernement israélien actuellement, c'est achever l'expulsion des Palestiniens entreprise lors de la guerre de 1948.

Rel. : Quelle est la solution, à vos yeux, pour sortir de cette situation tragique ?

J. H. : Selon moi, il faut établir un État binational, une démocratie fondée sur un partage des pouvoirs entre groupes nationaux comme en Suisse ou en Irlande. Évidemment, ceci suppose que chacune des nations (juive et palestinienne) reconnaisse officiellement l'autre et son droit historique à demeurer en Palestine-Israël. Ceci dit, c'est aux Palestiniens de déterminer la solution qu'ils favorisent. Je ne peux que leur faire part de mon avis, je ne peux pas les représenter. Ce que j'essaie de faire, en quelque sorte, est de leur dire : je comprends que vous êtes en transition et que vous savez que la solution à deux États¹,

soit l'existence d'un État palestinien indépendant aux côtés de l'État d'Israël, n'est plus possible compte tenu de l'expansion fulgurante des colonies de peuplement israéliennes et du nombre important de colons israéliens demeurant aujourd'hui en Cisjordanie (plus d'un demi-million). Je comprends qu'une solution à un État est un grand pas à faire pour les Palestiniens. Cela signifie de renoncer à une lutte de libération nationale et de la transformer en une lutte pour les droits civiques. Je comprends que ce n'est pas chose facile et que de nombreux Palestiniens voient cela comme une forme douce de sionisme, car cela signifie reconnaître qu'il y a une présence nationale israélienne. Je comprends qu'il y a donc beaucoup de raisons pour lesquelles les Palestiniens résistent et hésitent à adhérer à cette vision.

À l'heure actuelle, la solution à un État reste un débat académique. Elle n'est pas sur la table, mais elle deviendra pertinente, car avec l'effondrement que j'entrevois – je pense que l'Autorité palestinienne va disparaître, qu'elle va soit s'effondrer, soit démissionner avant de perdre toute crédibilité aux yeux de la population palestinienne, qui voit sa situation se détériorer de jour en jour –, la solution à deux États sera anéantie et tout le monde cherchera une alternative. Je crois que ce conflit est un conflit mondial, de sorte que la communauté internationale ne peut laisser faire indéfiniment. Notre rôle, en tant que société civile de gauche, est de proposer une solution juste. On ne peut pas laisser cela uniquement entre les mains des gouvernements. Si nous ne proposons pas une solution juste, quelqu'un d'autre proposera une autre solution et nous aurons perdu la bataille.

Malheureusement, les Israéliens et les Palestiniens qui remettent en cause l'ordre actuel ne produisent pas de stra-

Dans un sens, ce que fait le gouvernement israélien actuellement, c'est achever l'expulsion des Palestiniens entreprise lors de la guerre de 1948.





tégies communes. Nous sommes des partenaires et, pourtant, nous ne nous parlons pas. Depuis quelques années, il y a un refus de plus en plus marqué de la part des Palestiniens de normaliser les relations avec qui que ce soit en Israël. Cette poussée anti-normalisation, je la comprends émotionnellement, mais politiquement, elle est contreproductive et c'est d'autant plus ironique que c'est la société civile palestinienne qui a défini ce qu'est la normalisation. Le Palestinian Network of Non-Governmental Organizations, le PINGO, a lancé un appel en 2000 précisant que si une organisation israélienne se conforme à trois principes, elle peut être un partenaire. Ces principes sont le droit au retour des réfugiés palestiniens de 1948 et 1967, la fin de l'occupation militaire de la Cisjordanie et de Gaza et l'égalité pour tous les citoyens d'Israël, y compris les Palestiniens qui y demeurent. Pourtant, au fil des années, il y a eu une érosion de ces principes. Comment expliquer, autrement, qu'en septembre 2014, la journaliste de gauche

Amira Hass ait été expulsée du campus de l'Université Birzeit, près de Ramallah, simplement parce qu'elle est Israélienne? On en est arrivé à un point tel que ni Amira, ni le Comité israélien contre la démolition de maisons, ni même les Israéliens antisionistes ne peuvent avoir un véritable dialogue avec les organisations palestiniennes. C'est un problème important.

Rel.: En terminant, comment voyez-vous les liens entre le gouvernement israélien et le gouvernement canadien?

J. H.: Ils sont très inquiétants. En 2008, Stockwell Day, qui était alors votre ministre de la Sécurité publique, a signé une Déclaration d'intention avec le gouvernement israélien visant à accroître la coopération dans le domaine de la sécurité publique. Le Protocole d'entente du partenariat stratégique Canada-Israël, signé en janvier 2014, a suivi. En vertu de cet accord, le Canada implique Israël dans des affaires intérieures, par exemple le fonctionnement des

Philippe Ducros,
Les mangeurs de terre (Mustantani),
2005, colonie juive
autour de Bethléem,
en Cisjordanie

prisons, le contrôle des frontières, l'immigration, la répression de la criminalité, la formation de la Gendarmerie royale du Canada. C'est inhabituel. D'ordinaire tout gou-

Cet accord conduit vraiment à «l'israélisation» des services de sécurité intérieure du Canada, et permet à Israël d'intervenir sur le plan de la sécurité intérieure canadienne. C'est énorme.

vernement tient les États étrangers à l'écart de ce genre de prérogatives; il ne souhaite pas qu'ils interviennent dans ses affaires intérieures. C'est une question de respect de sa souveraineté. Cette attitude montre à quel point le gouvernement conservateur de Stephen Harper accorde de l'importance à l'appareil de sécurité israélien. Il faut savoir qu'Israël

offre ainsi son expertise à différents pays, étant devenu un spécialiste du contrôle de populations, y compris de l'incarcération de prisonniers politiques.

D'une certaine façon, cet accord conduit vraiment à «l'israélisation» des services de sécurité intérieure du Canada, ce qui, de mon point de vue, est beaucoup plus grave que n'importe quelle coopération militaire. C'est quelque chose d'énorme. Vous savez, un État peut toujours faire appel à des services venant de l'étranger, acheter de

l'équipement et envoyer du personnel recevoir de la formation. Mais ici, on parle d'une sorte de relation permanente de gouvernement à gouvernement, qui permet à Israël d'intervenir sur le plan de votre sécurité intérieure. Je pense que c'est un cran au-dessus de la coopération normale en matière de sécurité.

Par ailleurs, cette situation n'est pas sans lien avec le fait que tous les partis fédéraux canadiens sont pro-Israël. Pourquoi? C'est la vraie question. Le rôle que joue le lobby pro-israélien au Canada ne peut suffire à l'expliquer, ni les fondamentalistes chrétiens. Qu'est-ce qui unit tous ces partis et les rend si favorables à l'État israélien? Ma réponse est la sécurité militaire, l'expertise militaire grandissante que les firmes israéliennes exportent aux quatre coins du monde et dont les gouvernements estiment avoir besoin pour assurer la «pacification» des populations dans un monde marqué par des écarts socioéconomiques de plus en plus grands. ●

PROPOS RECUEILLIS ET TRADUITS PAR MICHAËL SÉGUIN, AVEC LA COLLABORATION DE MOULOUD IDR.

1. Lire Vincent Romani, «La Palestine: vers un État sans nation», *Relations*, n° 754, février 2012.

Maîtrise en études du religieux contemporain



- Occasion unique d'acquérir des connaissances sur le religieux contemporain directement en lien avec son projet professionnel
- Comprendre le fonctionnement de nos sociétés à la lueur des facteurs religieux qui les influencent
- Formation offerte à distance, à Longueuil et à Sherbrooke

Plusieurs cheminement :

- Recherche
- Cours avec essai
- Cours avec stage (de type intervention dans son milieu de travail)



UNIVERSITÉ DE
SHERBROOKE

| Voir au futur

USherbrooke.ca/fater/etudes-superieures